

e-rjcp

Revue électronique - jurisprudence de la commande publique

Code des marchés publics et ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005

Revue hebdomadaire
sauf périodes de congés

40 n° annuels
Distribution par courriel

Diffusion par Localjuris
Formation
5, rue Henry Chambellan
21000 DIJON
SARL au capital social de
7 500 euros –
n° SIRET
447 717 943 00016 R.C.S.
Dijon
Fax : 03.80.56.87.76,
Téléphone 06.30.43.87.69
Site internet :
<http://www.localjuris.com.fr>

Gérant et directeur de
publication
Dominique Fausser

Abonnement annuel
- individuel : 120 € TTC
- pour les personnes morales
avec libre droit de
reproduction interne à leurs
personnels et dirigeants :
250 € TTC par tranche
commencée de 250 salariés
en effectif total de
l'établissement ou de
l'organisme public
ordonnateur, plafonné à
1.000 euros.
- vente au n° 15 € TTC

Décisions Référéncé et indice de classement d'apport au droit positif de * à *****	Sommaire des thèmes traités et des commentaires	Pages
*****	<p>► Thème : - <i>Signature du marché avant la décision de la commission d'appel d'offres, retrait du marché et nouvelle signature après décision de la CAO par un délégataire de signature.</i></p> <p>- <i>Condition du retrait d'un marché au regard du délit de favoritisme : retrait inopérant à défaut de relance de la procédure.</i></p> <p>- <i>Délégation de signature inopérante en elle-même pour exonérer du délit de favoritisme.</i></p> <ol style="list-style-type: none">1. Les faits et la procédure pénale mise en cause.2. L'effet du retrait d'un acte irrégulier dans une poursuite de délit de favoritisme3. La délégation de signature ne prémunit en elle-même pas du délit de favoritisme.4. Le rôle des services. <p>Conseils pratiques aux dirigeants et acheteurs publics.</p>	2 à 20
*****	<p>► Thème : - <i>Marché de travaux de seuil entre 210 000 € HT et 5 270 000 € HT.</i></p> <p>- <i>Obligation d'utiliser le modèle d'avis européen pour la publication au BOAMP.</i></p> <p>- <i>Niveau de renseignement nécessaire sur une publication complémentaire.</i></p> <ol style="list-style-type: none">1. Les obligations liées aux modèles d'avis européen en rapport aux modalités de publicité nationale : le casse-tête des acheteurs publics.2. Les publications complémentaires : une souplesse qui n'en est pas une. <p>Conseils pratiques aux acheteurs publics. Conseils pratiques aux candidats.</p>	21 à 26
Auteur Dominique Fausser		
Bon de commande de l'abonnement		27